

Bulletin d'histoire politique

J. L. Granatstein, Who Killed Canadian History?, Harper Collins, 1998, 156 p.

Jack Jedwab et Grégory Slogar



Volume 7, numéro 3, printemps 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060360ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060360ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Jedwab, J. & Slogar, G. (1999). J. L. Granatstein, Who Killed Canadian History?, Harper Collins, 1998, 156 p. *Bulletin d'histoire politique*, 7(3), 150–153.
<https://doi.org/10.7202/1060360ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

J. L. Granatstein, *Who Killed Canadian History?*, Harper Collins, 1998, 156 p.



Jack Jedwab et Grégory Slogar
Centre d'études canadiennes

L'importance avec laquelle l'histoire du Canada est connue et comprise par les jeunes a toujours été une préoccupation pour les éducateurs de ce champ. Depuis quelque temps, cette question a pris de l'importance aux yeux de certains politiciens. Sans doute que cette soudaine importance est liée au perpétuel débat sur l'unité canadienne. Ceux qui souscrivent à l'idée selon laquelle la question de l'unité nationale est enracinée dans la façon dont on comprend notre passé voudront, de façon périodique, examiner le curriculum historique tel qu'il est enseigné dans les écoles du pays.

Ainsi, il n'est pas surprenant de voir les fédéralistes et les souverainistes soutenir que la connaissance de l'histoire est à la base de la vision que l'on a de l'avenir du Canada. Néanmoins, nombre d'historiens d'allégeance fédéraliste ou souverainiste argumenteront que le Québec et le Canada n'ont pas su établir une véritable histoire nationale, une histoire qui aurait pour fonction le développement de l'appartenance sociale et nationale de la génération à venir.

Dans son livre *Who Killed Canadian History?*, Jack Granatstein soutient que le système scolaire public a abandonné l'enseignement de tout ce qui pourrait être décrit comme étant l'histoire nationale canadienne. Dans cet essai, sorte de cri du cœur, l'auteur tente d'alerter les Canadiens des dangers de dérive qui guettent un pays qui, peu à peu, perd sa mémoire collective. Selon Granatstein, il est clair que les personnes responsables de la mort de l'histoire canadienne sont les mêmes qui, intentionnellement ou non, ont tué le pays. Parmi les historiens accusés de cette «unthinking conspiracy to eliminate Canada's past», on retrouve certains partisans de l'histoire sociale, de l'histoire ethnique et de l'histoire régionale.

Selon l'auteur, ces champs auraient graduellement pris de plus en plus de place dans l'écriture et l'enseignement de l'histoire canadienne, de sorte qu'ils seraient maintenant devenus trop importants. C'est ce glissement qui serait responsable de la fragmentation et du manque d'unité nationale qui affligent le Canada.

Le concept «d'identité limitée», articulé par des historiens comme Ramsay Cook ou J. M. S. Careless, a eu pour effet d'encourager certains historiens à porter leur regard sur les histoires provinciales ou régionales. Ces historiens accorderaient trop d'importance aux particularismes (régionaux et provinciaux) et négligeraient les événements historiques qui transcendent ces derniers. Il est donc grand temps, selon l'auteur, que l'histoire politique redevienne le thème central de l'histoire canadienne.

L'auteur est loin d'être le seul à plaider sa cause: plusieurs historiens supportent l'idée de développer une histoire nationale pour le Canada. La thèse validant cette idée n'est pas complexe. Elle suggère que l'histoire politique est un des meilleurs moyens d'établir des références communes pouvant être partagées par tous les Canadiens.

Il y a quelque chose de profondément nostalgique dans la définition du problème et dans les solutions proposées par Granatstein. Lorsque l'on examine l'enseignement de l'histoire canadienne, et la remarque est valable pour l'histoire en général, il est important d'analyser la façon dont la relation entre les faits historiques est établie et comment et par qui ces faits sont interprétés. Consacrant la majeure partie de son énergie à critiquer la constitution actuelle de la discipline, l'auteur fournit beaucoup moins d'efforts lorsque vient le temps de discuter des questions de fond touchant le champ de l'histoire canadienne. Nous sommes d'accord avec Granatstein lorsqu'il affirme que l'éducation est une question de choix et que ces décisions sont souvent difficiles et presque toujours un sujet de débat. Néanmoins, le degré de négativisme avec lequel il exprime ces inquiétudes est beaucoup trop important pour pouvoir être porteur de quelque réforme que ce soit.

Granatstein est particulièrement mécontent face à l'importance grandissante de l'étude du multiculturalisme et de la place que ce thème prend dans les travaux des historiens canadiens. Pour lui, plus l'emphase est mise sur la diversité culturelle, plus il devient difficile de développer un sentiment identitaire canadien. Ce faisant, les historiens ne travaillent pas au développement de l'histoire des Canadiens et ceux-ci deviennent de plus en plus les membres d'une mosaïque ethnique. Granatstein déclare: «The federal government, the provinces and the school boards simply fail to realize that the backlash against multiculturalism comes from the widespread realization that it will erode the history and the heritage that Canadians share».

Cet argument plaira sûrement aux sympathisants de l'histoire nationale du Québec. En effet, la majorité de ceux-ci défendent l'idée que le développement de l'histoire des communautés culturelles du Québec vient appauvrir l'élément national de l'histoire du Québec. Conséquemment, on se retrouve face à deux visions contradictoires de l'histoire nationale: celle représentée

par un nombre important d'historiens du Québec et l'autre représentée par ceux de la même école de pensée que Jack Granatstein.

Ironiquement, le développement et l'évolution du nationalisme québécois est un des éléments fondamentaux de l'histoire du Canada. Ces visions de l'histoire nationale sont intrinsèquement liées à toute tentative de définir un sens commun à l'identité canadienne. Elles trouvent leur sens dans le fait qu'il y a et qu'il aura toujours de multiples façons de se définir comme Canadien. La même remarque vaut pour ce qui est de la diversité culturelle, des particularismes régionaux, du rôle des relations interethniques, de l'influence de la religion et de la confessionnalité. En effet, quelque soit leur impact sur le débat au sujet de l'unité nationale, ces diverses facettes de l'histoire nationale du Québec et du Canada sont des caractéristiques fondamentales des sociétés canadienne et québécoise.

Combattre les prétendus effets du développement de ces champs historiques sur l'attachement de quelqu'un envers le Canada est une chose, mais nier leurs apports historiques, en est une autre. Granatstein note: «by all means, Nova Scotia and Alberta should teach their histories, but they should teach Canada's too». Par cette remarque, l'auteur suggère que l'histoire de ses provinces est distincte de l'histoire du Canada.

Granatstein doit appuyer ce qu'il affirme, il doit soutenir son interprétation par des faits historiques. Pour notre part, nous soutenons que l'histoire nationale du Québec fait partie de l'histoire nationale du Canada et vice-versa. Elles se définissent mutuellement. Il n'y a pas qu'une histoire nationale mais bien des histoires nationales.

Dans une fédération où les pouvoirs provinciaux sont responsables d'importants leviers sociaux et politiques, il est difficile d'imposer des standards nationaux. Néanmoins, Granatstein croit que la solution à l'approche provincialiste mise en œuvre par les ministères provinciaux de l'éducation réside dans de tels standards. Il affirme: «the federal governments that have been afraid to reach over provincial governments and their school boards and give Canadians what they need; a sense that they live in a nation with a glorious past and a great future». À la suite de cette affirmation, on peut supposer que l'auteur voit dans l'imposition de standards nationaux la chance de réécrire une histoire nationale qui serait inclusive, unificatrice et canadienne. L'auteur donne l'impression qu'il parle au nom de la majorité des Canadiens alors que le Canada est en réalité beaucoup plus complexe et beaucoup moins monolithique que ne veut le laisser croire l'auteur de *Who Killed Canadian history?*

En filigrane de ce que Granatstein écrit se profilent plusieurs des débats politiques de l'histoire du Canada contemporain. Au nombre de ceux-ci, on peut noter les relations fédérales-provinciales, le nationalisme québécois et

le multiculturalisme. Les idées de Granatstein sur ces débats sont sûrement plus intéressantes qu'une discussion sur le contenu de l'histoire canadienne et sur la façon dont on devrait enseigner celle-ci.

En tant qu'historien canadien, Granatstein a contribué de façon importante au développement de la discipline. Cet essai n'est certes pas son meilleur ouvrage. Si l'auteur conclut que l'histoire canadienne est maintenue artificiellement en vie, son livre n'aura que modestement contribué à la ramener à la vie.

N.D.L.R.: Nous poursuivrons le débat à propos de ce livre dans le prochain numéro avec une contribution d'Alfred Dubuc.